

# Le Processus bolivarien à une nouvelle croisée des chemins

**L**e résultat du référendum du 15 août au Venezuela est une défaite retentissante de la coalition oligarque et bourgeoise rassemblée au Venezuela dans la « Coordination Démocratique ». Il est une défaite de l'impérialisme américain dans ses politiques néolibérales qui précipitent les masses latino américaines dans une atroce misère, et dans son projet de recolonisation du sous-continent latino américain. Il s'inscrit dans le cadre de la crise que connaît l'impérialisme dans l'occupation de l'Irak. Il représente un point d'appui pour les luttes de l'ensemble des masses d'Amérique Latine.

Le Comité de rédaction de *Carré Rouge* s'est associé cet été à l'appel pour la campagne pour le NON lancé par des dirigeants de la nouvelle centrale syndicale vénézuélienne, la UNT, point d'appui précieux pour la lutte émancipatrice des travailleurs au Venezuela. Nous publions dans ce numéro le texte que cette centrale syndicale a lancé au lendemain de la victoire du référendum. L'un de ses dirigeants nationaux, membre par ailleurs du groupe « Option de gauche révolutionnaire », Stalin Pérez Borges, vient de nous faire parvenir le texte que nous publions ci-après, afin, comme il nous l'explique, « *d'ouvrir dans le mouvement ouvrier international le débat sur la situation qui s'ouvre après les résultats du référendum* ».

Quelques-uns des thèmes qu'il soulève sont en effet d'une importance vitale : quel est le processus qui a vu l'émergence du gouvernement Chavez, qui s'affirme bolivarien et révolutionnaire ? Dans quel cadre et jusqu'où va la résistance de Chavez et de son gouvernement à la politique de recolonisation du continent latino américain poursuivie par l'impérialisme américain ? Sur quelles bases se réalisent les négociations avec le camp patronal qui a été défait dans le référendum ? Un accord est-il possible avec la chambre patronale et ses alliés impérialistes sans porter atteinte aux intérêts des travailleurs et à la souveraineté de la nation vénézuélienne ? Quelle est la nature de ce gouvernement ? Quelles en sont les contradictions et les limites ?

Dans le cadre de la mobilisation réalisée pour la victoire du NON, quel est le degré d'auto-organisation des travailleurs et des couches opprimées du Venezuela ? Quel est le sens des exigences des Unités de Bataille électorale de base de choisir elles-mêmes leurs candidats aux postes de gouverneurs et de maires pour les prochaines élections face aux listes toutes faites venant du gouvernement et du président ? Quels pas organisationnels réalisent les travailleurs pour défendre leurs revendications ? Comment s'inscrivent-ils dans le mouvement vers leur auto émancipation ?

□

Les masses populaires vénézuéliennes, et parmi elles la majorité des travailleurs et des travailleuses, savourent encore la douceur de la victoire qu'elles viennent de remporter, il y a peu de jours, contre leurs ennemis de classe, les patrons regroupés dans leur fédération patronale (FEDECAMARAS), leurs associés, les bureaucrates syndicaux de la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) et les partis politiques qui représentent les intérêts de ces organisations et ceux de l'impérialisme américain.

Ces derniers, unifiés dans la Coordination Démocratique (CD), appelés de manière méprisante « escuálidos » (les *minoritaires*, ou les *rare*s), ont échoué à nouveau dans leur prétention à jeter hors du pouvoir un gouvernement qui se proclame bolivarien et s'auto-définit comme révolutionnaire.

Cette défaite des secteurs pro-impérialistes et patronaux a été infligée entre le 15 et 16 août dans un référendum présidentiel, qui est un mécanisme démocratique établi par la nouvelle Constitution vénézuélienne (projet stratégique de la révolution bolivarienne ou du chavisme).

Ces mêmes masses avaient déjà défait ces mêmes ennemis sur le terrain des mobilisations : le 13 avril 2002, grâce à une rébellion populaire, répondant au coup d'État lancé 47 heures avant contre le Président Chavez. Plus tard, ils les ont vaincus à nouveau, en affrontant 63 jours de grève patronale et un sabotage de la production pétrolière entre décembre 2002 et les premiers jours de février 2003.

Prêtes à une nouvelle confrontation sur le terrain électoral (élections de gouverneurs et de maires au mois d'octobre), les bases qui appuient le chavisme, tout en continuant à savourer les résultats du référendum, se

trouvent « pour l'instant » devant l'alternative, soit d'appuyer et de faire campagne pour des candidats gouverneurs et maires qui ont été désignés bureaucratiquement par feu le Comando Ayacucho (organisme composé par les représentants des partis qui appuient le gouvernement et qui dirigeait les campagnes électorales quelques jours avant la convocation du référendum), et par le propre doigt du Président Chavez, ou bien d'appuyer d'autres candidats. Cela est en train de provoquer d'aigres discussions, des frictions et des expulsions au sein du processus bolivarien. De même une grande attention est portée à la question de savoir jusqu'où arrivera la politique de négociation avec les adversaires d'« hier ».

#### LA MISSION ÉTAIT DE VAINCRE

Depuis trois heures du matin le 15 août jusqu'à trois heures de l'après midi du jour suivant, mobilisés par le son des clairons des bolivariens dans tous les recoins du pays, des millions de citoyens sont sortis pour voter, supportant des queues qui duraient de 9 à 14 heures, étant donné le nombre restreint de bureaux de vote face à l'afflux des votants, afin d'exercer ce droit de vote. La question à laquelle il fallait répondre OUI ou NON était : « Êtes vous d'accord pour laisser sans effet le mandat populaire obtenu par des élections démocratiques légitimes au citoyen Hugo Rafael Chavez Frias comme Président de la République Bolivarienne du Venezuela pour l'actuelle période présidentielle ? »

La majorité a voté en faveur du NON : 5 800 629 voix (soit 58,94 %) pour ratifier le mandat du Président de la République, période qui se termine en 2006, face à une respectable minorité en faveur du OUI : 3 989 008 voix

(soit 40,53 %) qui prétendaient révoquer son mandat, sur un total de 14 037 900 électeurs inscrits, parmi lesquels 51 988 voix (soit 0,53 %) votèrent nul. Un total de 4 348 558 électeurs se sont abstenus (soit 30,02 %), parmi lesquels on compte 500 000 à 1 million de sympathisants de Chavez qui n'ont pas pu voter, et un chiffre proche de celui-ci correspondant à des personnes qui sont inscrites sur les listes mais qui sont décédées. Parmi ceux qui ne votèrent pas, très peu étaient en faveur du OUI. Le NON a gagné dans 23 États (division administrative territoriale) sur les 24 qui ont participé au vote.

Tel est le résultat ! La majorité de la population a décidé de voter pour le NON ! La majorité de la population est convaincue depuis plus de trois ans que les secteurs qui ont conspiré contre Chavez par un coup d'État, par la grève patronale, et qui cette fois-ci appelaient à voter en faveur du OUI représentent les intérêts et les politiques des gouvernements du passé.

#### OLIGARCHIE ET IMPÉRIALISME

Cette bourgeoisie, c'est celle qui a une vieille origine oligarchique (Los Amos del Valle, les propriétaires de la Vallée), qui a parasité les ressources du pétrole et beaucoup d'autres choses encore, et aussi celle qui émergea ensuite au milieu des années 70, fille du boom pétrolier dans la période du premier gouvernement de Carlos Andrés Pérez (CAP).<sup>[1]</sup> Cette dernière est formée par ceux qu'on appelle « les 12 Apôtres », parmi lesquels ceux qui apparaissent dans les colonnes de la revue *Fortune* : le groupe Polar contrôlant principalement les aliments ; Les Cisneros qui intègrent déjà un monopole transnational aux investissements multiples,

liés au début aux Rockefeller, à Coca Cola et maintenant à la famille Bush. Les Cisneros sont tellement intégrés à l'impérialisme que Gustavo Cisneros fait partie du comité de campagne du Président Bush, et son fils est membre du comité de campagne pour l'État de Floride du candidat Kerry).

Parmi d'autres millionnaires « criollos », on trouve le groupe De Armas, publications nationales et internationales ; les propriétaires de la Banque Mercantil et Banesco (groupe Marturet et Escotet). On dit de ce dernier qu'il a des liens avec un secteur des bolivariens, accusés de favoriser des affaires, et c'est un secret de polichinelle de dire qu'il est identifié comme faisant partie de ceux qui seront dans le futur pour un gouvernement du « chavisme sans Chavez ».

Les descendants de la majorité de cette bourgeoisie résident à Miami. Beaucoup d'entre eux ont des connexions avec la « gusanera cubana », l'émigration cubaine anti-castriote qui contrôle la politique, le commerce et les finances de cet État nord-américain.

Une puissante classe moyenne fait partie de ces privilégiés du passé. Elle est née et s'est enrichie peu à peu grâce à la confiscation de la répartition de la rente pétrolière, industrie nationale qu'ils affaiblirent peu à peu jusqu'à lui faire présenter des bilans sans aucun bénéfice. Par leur contrôle sur elle, ils la transformèrent en un État à l'intérieur de l'État Vénézuélien.

Pendant cette longue étape de polarisation entre les bolivariens face aux pro-impérialistes, l'immense pression-aliénation qu'exercent les moyens de communication privés n'a pas cessé. Tous les jours et à toute heure, par l'intermédiaire de vingt chaînes de télévision, 100 journaux écrits et plus de 500 radios, dans tout le territoire national, ils harcèlent la

population par des messages anti-chavistes, contre le prétendu communisme de Chavez et les dangers que cela signifierait.

L'attitude de non acceptation des résultats du référendum de la part des représentants de l'opposition était attendue. Avant même que le Conseil Électoral National (CNE) n'émette le premier bulletin sur les résultats du scrutin, les membres de la Coordination Démocratique (CD) déclaraient qu'il y avait eu une énorme fraude. En ne voulant pas reconnaître leur défaite, ils cherchent à poursuivre leur offensive contre le gouvernement et/ou essaient de la négocier en échange de concessions politiques de la part du gouvernement.

Ils réclament la liberté pour les accusés du coup d'État et des agressions contre le siège de l'Ambassade de Cuba ; ils cherchent un allongement du délai pour les prochaines élections municipales et pour les gouverneurs ; ils exigent la réincorporation à leur poste de travail des personnels qui participèrent au sabotage de l'industrie pétrolière ; ils demandent le retrait de quelques projets de loi qu'ils considèrent préjudiciables à leurs intérêts (Loi de Responsabilité Civile des Moyens de Communication et Loi du Tribunal Suprême de Justice) ; ils essaient d'obtenir la modification de quelques-unes des 49 lois déjà approuvées (Loi de la Terre et Loi des Hydrocarbures)[2].

Certes, leur position, qu'ils maintiennent encore, est bien affaiblie par le fait qu'ils ne sont pas suivis dans cette tactique par les représentants de l'impérialisme (Centre Carter et l'Organisation des États Américains — OEA). Jimmy Carter et César Gaviria, ex-présidents des USA et de la Colombie, sous la pression de la situation internationale imposée au gouvernement Bush avec la guerre en Irak, le prix du

pétrole et les élections présidentielles de novembre aux États-Unis, ont préféré reconnaître le triomphe du NON et se replier sur une autre tactique tout en cherchant la même stratégie : enfermer le gouvernement dans la camisole de force de la négociation et essayer de freiner le processus révolutionnaire, qui connaît maintenant un approfondissement mais qui est ouvert en fait depuis 1989 [3]. Le gouvernement est déjà entré dans l'étape d'un accord avec le patronat.

## LA CAMPAGNE POUR

### LE NON

Sous le mot d'ordre *Ils ne reviendront pas!* (*No volverán*), enivré par le patriotisme, le culte de la personnalité et le souvenir de la lutte de classes du passé, Chavez a imposé un Comité de campagne pour le référendum que lui seul a choisi, appelé « Maisanta » (en souvenir de son arrière-grand-père qui lutta contre une dictature qui dura 27 ans jusqu'à la moitié de la décennie des années trente du XIX<sup>e</sup> siècle. Il a mis en scène la bataille électorale d'août 2004 en la comparant à la « Bataille de Santa Inés », lors de laquelle les forces populaires (dans la guerre fédérale du XVIII<sup>e</sup> siècle, commandée par le général Ezequiel Zamora) vainquirent l'oligarchie d'alors [4].

Alors que les bolivariens se sont auto-affirmés comme « Florentinos », on a qualifié les opposants de « diables », évoquant ainsi un poème/drame du folklore, où, de manière figurée, sont rappelés deux personnages de la bataille de Santa Inés (« Florentino et le Diable », le bien et le mal). Chavez a justifié l'utilisation de ces faits historiques dans la conjoncture politique d'aujourd'hui, en disant que c'est une tâche pour l'apprentissage de l'histoire nationale par les masses et pour

que celles-ci comprennent l'origine de leur drame et de leur frustration comme peuple.

Les « florentinos » se sont organisés avec un énorme enthousiasme dans des Patrouilles Électorales (PE) (espèces de cellules composées de dix personnes), lesquelles étaient structurées dans les Unités de Batailles Électorales (UBE). Cette forme d'organisation est appelée à être maintenue de manière permanente et s'est substituée comme organisation de base populaire aux Cercles Boliviariens (CB).

Elles furent très efficaces dans la campagne électorale. Elles ont permis l'implication de millions de sympathisants dans la discussion politique ; leurs membres visitaient maison par maison dans tous les quartiers, expliquant comment et pourquoi il fallait voter NON, et elles permettaient que tous s'engagent dans l'élaboration de la propagande. Dans les réunions il y eut une grande participation de jeunes et de femmes. Les deux marches/rassemblements centraux réalisés à Caracas furent impressionnants. On estime que la dernière fut la plus grande organisée dans le pays dans toute son histoire.

La majorité des enquêtes réalisées par les entreprises nationales et étrangères, depuis plusieurs mois, donnaient le NON vainqueur avec une avance de 9 à 20 points. Dans toutes les villes il y eut des réunions très nombreuses, des caravanes et des assemblées qui ne laissaient aucun doute quant à savoir d'où surgissait l'enthousiasme et d'où venait la majorité. L'axe de la campagne des membres des patrouilles et des UBEs fut l'anti-impérialisme : contre le gouvernement Bush, contre le néolibéralisme et en faveur de l'intégration latino-américaine et, en un certain sens, l'anti-capitalisme, contre les secteurs

économiques et politiques qui gouvernèrent dans le passé.

Cependant, alors que les discours de Chavez parmi les masses étaient incendiaires contre Bush, dans beaucoup de ses messages télévisés, il posa la « nécessité », post-15 août, d'une politique de dialogue et d'un gouvernement « d'union nationale ». Dans ce sens il réalisa plusieurs réunions avec les chefs d'entreprise et il offrit une somme considérable de millions de dollars issus des excédents que laisse aujourd'hui le nouveau boom pétrolier afin d'octroyer ces crédits à ces chefs d'entreprise.

La force de l'appui que Chavez a obtenu cette fois-ci a augmenté parce que le nombre d'électeurs a augmenté. Plus d'un million d'hommes et de femmes des quartiers populaires, qui ne s'étaient jamais inscrits sur les listes du CNE, ont participé cette fois-ci et beaucoup d'entre eux n'ont pas eu le temps de se voir délivrer leur carte d'électeur. On a naturalisé et inscrit une immense quantité d'émigrés. Le nombre de colombiens légalisés atteint déjà 4 millions.

La sympathie exprimée à cette occasion dans ce vote massif va au-delà de l'exploitation de sentiments patriotiques et populistes. Des millions d'exclus se sentent favorisés par les programmes sociaux que le gouvernement a entrepris, bousculant la bureaucratie des ministères où l'opposition a encore quelques beaux restes, sous le concept de « Missions » : la « Misiòn barrio adentro » (Mission au sein des quartiers), qui a mis en place un tissu dense de dispensaires populaires dans les quartiers pauvres, dans les urbanisations ouvrières et celles des couches moyennes basses, tenus par des médecins et dentistes venant de Cuba (réalisant plus de 30 millions de consultations) ; la « Misiòn Robinson », consistant en l'alphabétisation

de plus d'un million de citoyens ; la « Misiòn Rivas y Misiòn Sucre » qui a incorporé un million six cent mille personnes, dans leur majorité des jeunes, dans un programme pour terminer leurs études secondaires et universitaires ; la « Misiòn Vuelvan Caras », pour l'instruction et des stages pratiques pour l'incorporation à un travail de plus de neuf cent mille jeunes ; la « Misiòn Mercal », pour la dotation de marchés d'aliments et de médicaments à des prix populaires, et pour le service quotidien de repas dans les zones les plus pauvres (dans les Missions éducatives sont octroyés des bourses/salaires aux étudiants, pour une proportion d'un salaire minimum).

Le point d'appui de la campagne des Patrouilles et des UBEs a reposé fondamentalement sur les bénéficiaires des « Missions » et sur leurs promoteurs. Il s'agit de brigades de jeunes travailleurs sociaux, formés dans leur majorité à Cuba, dans des cours qui durent au minimum trois mois.

## L'AMÉRIQUE LATINE

### ET LES CARAIBES

### CÉLEBRENT LE TRIOMPHE

### DU NON

Le triomphe du NON a été considéré comme leur propre victoire par l'avant-garde politique du continent et par les masses qui se sont mobilisées pour leurs droits en Bolivie, Équateur, Argentine et dans le reste des pays de la zone. La base sociale d'appui que possède aujourd'hui le chavisme au Venezuela et dans le reste du continent peut être comprise dans la mesure où nous avons conscience du degré de dégradation humaine et de barbarie dans lesquelles le capitalisme a plongé l'immense majorité de la population. La

majorité de la population vénézuélienne intègre cette triste liste. Dans les dernières décennies, l'appauvrissement a été très fort et la misère effrayante, dans de nombreux quartiers dans lesquels, à cause de leur insécurité, on ne pouvait pénétrer.

Cette réalité devient désespérante, face à l'absence de réponses alternatives. Il faut comprendre les espoirs, les rêves éveillés, la conscience sociale soulevée vers l'émancipation par ceux qui s'appuient même sur de fausses idéologies, sur des sentiments simplement bourgeois ou humanistes, sur des sentiments religieux, ethniques et patriotiques qui font référence au zapatisme et au chavisme entre autres. Les mêmes instruments d'analyse qui nous aident à interpréter la réalité devraient nous servir à comprendre comment se remplissent et sont occupés les vides des problématiques, des idéologies et des problèmes de direction.

Sur nous, les socialistes révolutionnaires, continue de peser le poids de l'échec des États bureaucratiques, qui au nom du socialisme ont sali et continuent de salir certains pays. Des centaines de millions de travailleurs et de travailleuses aux côtés des autres secteurs d'opprimés et d'exclus ne voient pas et continuent à ne pas voir que l'unique solution possible face à la barbarie capitaliste c'est : le socialisme.

Les 227 millions de latino-américains et caribéens pauvres, parmi lesquels plus de la moitié sont des adolescents qui ont moins de 20 ans, ont besoin d'une alternative qui ne peut être autre que le gouvernement des producteurs et/ou des salariés et l'intégration de nos pays. Cependant nous devons franchir de nombreux obstacles et ceux-ci existent indépendamment de nos désirs et des manuels.

Pour des millions de pauvres qui se multiplient à raison de 6 par minute en Amérique Latine et dans les Caraïbes, le « processus vénézuélien » plongé dans les contradictions et les inégalités sociales d'un gouvernement nationaliste, dirigé par un caudillo et régi par un système capitaliste, est peut être aujourd'hui une référence plus valable que Cuba, même avec ses avancées sociales et même si ce pays aide le Venezuela dans le développement de ses programmes sociaux (les Missions) de santé et d'éducation. Les millions de pauvres voient et entendent de Chavez son intention de « résoudre » les problèmes des pauvres.

Le désespoir que cause la montée vertigineuse d'une pauvreté qui produit 9 100 latino américains pauvres par jour exige de nous que nous nous présentions comme une perspective. Mais dans la conjoncture du processus vénézuélien, comment pouvons-nous nous transformer en une perspective ? En disant, comme le font les sectaires et les myopes : « *A bas Chavez ! Mort à Chavez !* ». Nous ne le pensons pas ! Même si nous n'intervenons pas et n'agissons pas en criant : « *Vive Chavez ! Chavez est l'issue, Chavez est la solution !* »

### POUR CARACTÉRISER LE GOUVERNEMENT BOLIVARIEN

Il s'agit d'un gouvernement nationaliste bourgeois qui, dès ses débuts, n'a pas compté sur l'appui du gros des secteurs de la bourgeoisie vénézuélienne et du capital étranger investi dans le pays. Chavez, en installant un gouvernement qui est à contre-courant des orientations politiques et économiques dictées par les centres du pouvoir mondial : FMI, Banque

Mondiale, OMC, s'est distingué de tous les gouvernements capitalistes et même des prétendus gouvernements « socialistes » installés dans le monde. Ainsi, dès le début, il rencontra la méfiance et la résistance du patronat et de l'impérialisme.

Ceux-ci considèrent le chavisme comme un danger et un mauvais exemple pour toute la région, qu'il convient d'extirper ou de faire échouer. Le gouvernement Bush s'est très spécialement et très furieusement excité contre lui quand Chavez a déclaré que la guerre contre l'Irak, et avant celle contre l'Afghanistan, étaient des crimes contre l'humanité et a exigé le retrait des troupes de ces pays.

De même, les fonctionnaires du Département d'État des États-Unis ne supportent pas les expressions de Chavez contre l'ALCA (zone pour le Libre Commerce des Amériques) et le TLC quand il les caractérise comme des instruments de soumission de nos peuples et quand il accuse le « Plan Colombie » d'être un mécanisme pour une intervention armée dans cette zone.

Le discours permanent de Chavez en faveur de l'intégration Latino américaine a élevé à un degré supérieur de conscience anti-impérialiste un important secteur de la population et a fait comprendre la nécessité, à cette étape de l'histoire, de l'unité latino américaine pour pouvoir avancer dans un projet d'amélioration des conditions de vie.

Ce que Chavez a fait, dès sa arrivée à son poste, c'est déclarer la guerre au cadre juridico-politique qui régissait les bases de la relation des forces dans le pays et dire que sa Constitution était « moribonde ». Il a lancé un appel à la convocation d'une Assemblée Constituante et a fait voter la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, qui a transfor-

mé la superstructure juridique et politique de l'État.

Cela a déclenché une révolution démocratique et donné un caractère constitutionnel aux droits sociaux, remis en question et niés aujourd'hui partout ailleurs par l'étape de globalisation néolibérale que connaît le capitalisme impérialiste.

Chavez se dégagea des liens avec les sommets politiques, patronaux, et syndicaux qui conduisaient les gouvernements précédents, lesquels sont les secteurs qui ont des relations d'affaire et de confiance avec l'impérialisme.

### UN FREIN AU PROCESSUS DE PRIVATISATION

C'est ainsi que Chavez stoppa le mouvement de privatisation, surtout dans le secteur pétrolier. En effet, de manière systématique et concentrée et avec une grande adresse, la bourgeoisie et ses gouvernements dociles s'étaient engagés dans un mouvement de privatisation, alors que venait de s'ouvrir un processus révolutionnaire au Venezuela à partir de 1989. Les télécommunications (CANTV) furent privatisées ; de même la ligne aérienne leader (VIASA), puis la flotte pétrolière et marchande nationale ; l'entreprise industrielle d'État la plus importante : Sidérurgie de l'Orinoque (SIDOR) passa du statut d'entreprise publique à la privatisation, appartenant ainsi à la multinationale Techint et au groupe vénézuélien Sivensa des Machado Zuologa, et d'autres entreprises, comme Alucasa, furent livrées à la banque pour qu'elle les administre.

Pour finir de casser les entreprises, il n'était fait aucun investissement afin de chercher ensuite à les vendre comme Cadafé (énergie électrique), Pequiven/Serviferti (pétrochimie), Alcasa et Venalum aluminium) ; comme pre-

mier pas vers leur privatisation on réalisa une décentralisation (gestion passée aux gouvernements d'États puis à des conseils d'administration qui n'étaient pas des entités publiques) comme dans le cas des entreprises des Ports, hydroélectriques, les autoroutes, les hôpitaux, etc.

L'entreprise nationale du pétrole, Petróleos de Venezuela, PDVSA [5], celle qui était la plus appétissante pour la bourgeoisie locale et le capital transnational, parallèlement à son ouverture au capital privé pour des zones « spéciales » d'exploitation, était soumise à un processus de bureaucratisation, d'abandon d'activités au profit d'entreprises privées de sous-traitance, de désinvestissement national, alors que se réalisaient de dangereux investissements hors du pays (transnationalisation) dans des achats d'usines de raffinage (Vebal Oil, Citgo et d'autres). Par ailleurs, des bilans financiers déficitaires étaient systématiquement présentés avec l'objectif de faciliter le chemin vers la privatisation.

### CONTRADICTIONS ET INCONSÉQUENCES DU NATIONALISME BOURGEOIS

Le gouvernement bolivarien a engagé un processus totalement contraire à celui de la privatisation que les autres gouvernements étaient en train d'entreprendre, bien qu'il n'ait pas annulé ou modifié l'accord d'ouverture pétrolière, alors que celui-ci est contraire aux intérêts nationaux.

Le pays ne reçoit même pas 10 % du prix d'un baril de pétrole, et les entreprises transnationales qui produisent dans les zones d'ouverture ne paient même pas d'impôts, alors que dans le cas de PDVSA tout entre dans le fisc national.

Le président Chavez, le Ministre de l'Énergie et des Mines, le Président de PDVSA et les autres hauts fonctionnaires du gouvernement se justifient en expliquant que si on ne les respecte pas, ces accords seront portés devant les tribunaux internationaux au préjudice de la nation. Mais l'inconséquence anti-impérialiste ne se limite pas à cela.

On ne peut que désavouer, et il ne faut cesser de le dénoncer, que ce gouvernement bolivarien ait livré aussi, de manière secrète et sans consultation, l'exploitation du gaz de la zone Delta-na à la Chevron Texaco, Shell, Mitsubishi (il évoque pour ce faire le manque d'argent pour le grand investissement nécessaire à cette exploitation ainsi que le manque de technologie).

De plus, ils prétendent maintenant passer un contrat avec la Chevron pour la construction d'un gazoduc colombo-vénézuélien, ainsi que viennent de le décider les Présidents Alvaro Uribe et Chavez.

Cette vile reddition oublie que l'on vient d'annoncer la création de Petroamerica, de Petrocaribe et d'autres entreprises susceptibles d'être créées, pour les constituer comme pôles pour l'intégration latino américaine. De plus, un accord multimillionnaire de dotation en ordinateurs vient d'être signé par le Ministère de l'Éducation qui favorise Microsoft au détriment des offres d'entreprises latino américaines. Voilà bien les inconséquences du nationalisme bourgeois.

### LA RÉVOLUTION DÉMOCRATIQUE BOLIVARIENNE

Nous avons affirmé que sur le terrain de la démocratie on a vu au Venezuela une profonde révolution. Le régime

démocratique bourgeois qui domina pendant plus de quarante ans se consolida à force de violence et de répression (des centaines de disparus dans la décennie des années 60 et 70, phénomène qui apparut ici avant les pays du cône sud). Ce régime se limitait à une expression des libertés démocratiques minimale. La répression et l'action criminelle des corps de sécurité de l'État étaient très violentes (il devint habituel que dans chaque manifestation il y ait des morts, assassinés par des agents policiers ou par la Garde Nationale, la GN).

Le mouvement ouvrier a connu une terrible dictature syndicale, où, avec des méthodes de gangsters, les syndicats étaient pris d'assaut et « intervenus ». Il y avait une dictature syndicale où les dirigeants sociaux-démocrates de AD (Action Démocratique) et socio-chrétiens de COPEI, se maintenaient au pouvoir 10, 20 et même 35 ans sans faire d'élections. Cette réalité était contenue dans la haine qu'exprimèrent les masses quand vint en éclat tout ce régime le 27 février 1989 (l'insurrection du « caracazo »).

Aujourd'hui le caractère profond de cette révolution démocratique ne tient pas seulement à la grande richesse des droits démocratiques inclus dans la Constitution Bolivarienne du Venezuela. Celle-ci est, en termes de droits démocratiques et de participation citoyenne, plus nouvelle que n'importe quelle autre Constitution en vigueur. Mais c'est l'exercice de fait de leur pouvoir démocratique par les travailleurs et le mouvement des masses, de manière jusqu'ici irrésistible, qui a rendu possible le contenu de cette Constitution. La tendance c'est que la révolution démocratique peut aller beaucoup plus loin encore. Après l'exacerbation des affrontements entre le Chavisme d'un côté et les pro-impérialistes de l'autre, à par-

tir de 2002, les travailleurs se sont organisés pour éliminer de leurs organisations les bureaucrates syndicaux. Il y a eu, dès lors, une participation plus forte qu'en 2001 quand fut engagé, par la voie d'une consultation référendaire, le processus de rénovation syndicale à l'intérieur des structures de la CTV.

Lors de cette consultation, il fut encore possible à la bureaucratie syndicale de maintenir le contrôle du Comité Exécutif de la CTV, grâce à la fraude et bien qu'elle ait perdu la majorité dans la plus grande partie des syndicats (ils ne présentèrent pas plus de 56 % des actes des bureaux de vote). La bureaucratie syndicale se déclara elle-même vainqueur de ces élections, contre la volonté de la Commission électorale et du CNE, organismes chargés du contrôle du processus de rénovation syndicale.

### LA UNT ET LA RÉVOLUTION SYNDICALE

A l'occasion de la grève patronale, la CTV finissait de s'enterrer elle-même historiquement en participant aux côtés de l'organisation patronale (FEDECAMARAS) à cette grève patronale. Les travailleurs et les travailleuses se soulevèrent et de leur propre initiative éliminèrent la majorité des bureaucrates qui continuaient à rester enkystés dans leurs organisations. Grâce à cette force, la plus grande conquête dont disposent maintenant les travailleurs et les travailleuses du Venezuela s'est constituée : l'Union Nationale des Travailleurs, la UNT.

### NAISSANCE DE LA UNT

Celle-ci s'est conformée à partir d'un accord entre les forces politiques syn-

dicales qui se dressèrent contre cette grève. Parmi celles-ci, la Force Bolivarienne des Travailleurs (la FBT), organisation liée au MVR (Mouvement V<sup>e</sup> République, parti pro-Chaviste) et à d'autres partis qui appuient le gouvernement, parmi lesquels se trouvait l'Autonomie Syndicale (liée au PPT).

Dans la direction de la FBT se trouve le camarade Orlando Chirino, ainsi que la camarade Marcela Mâspero, qui vient de la CLAT et du socialisme chrétien. Ils font maintenant équipe avec nous, membres de l'OIR (Option de Gauche Révolutionnaire) au sein de la UNT.

Un groupe de dirigeants syndicaux reconnus, composés de socio-chrétiens, qui vient du secteur public (Franklin Rondón) et faisait partie du Comité Exécutif de la CTV, s'est intégré à cet accord, ainsi que quelques autres cadres syndicaux venant du secteur alimentaire privé, et un représentant du syndicat du Métro de Caracas, Francisco Torrealba, qui était en dehors de ce syndicat car il ne participe pas aux élections, étant donné le degré de rejet qu'il y avait parmi les bases. Francisco Torrealba venait d'appuyer la candidature de Antonio Ledezma, dirigeant du parti Alianza Bravo Pueblo (parti provenant d'une des dernières divisions de l'Alliance Démocratique [AD]), à la Mairie de Caracas. Un dirigeant de ce groupe, Ramòn Machuca, qui fait partie d'un important syndicat (SUTISS), est resté en dehors de la UNT, parce qu'il ne fut pas accepté qu'il préside la nouvelle centrale, comme « leader máximo ». [Ramòn Machuca et la direction de ce syndicat (Cause R) avaient gagné un certain prestige dans les années 70 et 80, par leur lutte contre les interventions syndicales. Par la suite Ramòn Machuca dans son syndicat prit position en faveur de la privatisation de l'entreprise SIDOR. Depuis

lors, il est devenu pour nous, qui militons dans le Parti Socialiste des Travailleurs, le PST/Chispa, un adversaire irrécyclable. Cette entreprise qui comptait 25 000 travailleurs titulaires passa alors à 6 000 travailleurs titulaires et 4 000 appartenant à des sous-traitants, avec des niveaux de surexploitation qui ont provoqué le déclenchement de deux grèves).

En représentation d'autres fronts syndicaux (le Bloc Syndical Classiste de l'État de Carabobo ; le Mouvement « La Jornada » du secteur pétrolier de l'Est du pays ; Taupa Ouvrière (TOPO Obrero) du Lara et l'OIR qui venait de se constituer) j'ai intégré la Coordination Nationale de la UNT.

La UNT est une direction horizontale de 21 coordinateurs, sans charges spécifiques.

Le secteur dont Franklin Rondón et Torrealba sont les leaders est en opposition au sein de la Fédération du secteur public (FENTRASEP) aux camarades de la FBT (Force Bolivarienne des Travailleurs). Ils viennent de provoquer une discussion interne dans cette fédération, qui s'est prolongée dans la Coordination Nationale de la UNT.

Une séparation entre les deux groupes vient de se produire, conduisant à l'existence de deux directions qui revendiquent la direction de cette fédération. Ce conflit a été motivé par un refus des méthodes bureaucratiques du groupe de Franklin Rondón (qui a décompté 5 000 Bolívares aux affiliés sans les consulter), méthodes aggravées par de probables cas de corruption quand ce groupe présentait des factures pour plus de 100 millions de Bolívares pour de prétendues dépenses prises sur leurs « économies personnelles » pour le fonctionnement de la fédération. Depuis ces faits, Rondón a engagé des tueurs à gages pour aggraver et/ou liquider les

camarades qui contestent son autorité et qui sont à la tête de l'autre direction de la fédération.

Quand ces agissements inadmissibles furent découverts, ces éléments ont cessé d'assister à la Coordination de la UNT et, aux côtés de Machuca, en dehors de la Centrale, ils mènent une lutte bureaucratique pour le contrôle de la direction de la UNT qui actuellement leur échappe. En vue des prochaines élections syndicales qui doivent se tenir à la fin de cette année ou au début de la suivante, ils ont engagé une campagne démagogique, utilisant la calomnie contre Chirino et Marcela pour tenter de les salir alors qu'eux-mêmes sont gravement compromis. Ils comptent sur l'appui et les conseils de quelques personnages liés à la superstructure.

#### LA CONSTRUCTION DE LA UNT : UN ACQUIS ET UN APPUI POUR LES TRAVAILLEURS

Au terme de beaucoup d'efforts et débordant déjà la capacité de sa direction, la UNT, un an après avoir été fondée (le 5 avril 2003), est construite dans 23 des 25 états du pays et dans de nombreuses branches de la production et des services. Il s'agit de la première force syndicale et les syndicats les plus importants du secteur privé, tout le secteur électrique et presque tout le secteur public l'ont intégrée, ainsi que les entreprises du secteur primaire, la majorité des pétroliers et une grande partie des enseignants et du transport public.

Le programme de la UNT est vraiment révolutionnaire et internationaliste. Depuis sa fondation, la UNT a pris position contre les tentatives de coups d'État, de sabotages, l'utilisation de forces paramilitaires et toutes

les autres tentatives fascistes auxquelles a eu recours l'opposition patronale qui se trouve dans la CD. Récemment, la UNT a participé à la campagne pour le NON au référendum, à travers sa propre campagne intitulée : « *Travailleurs dans la Bataille* ». Elle a caractérisé cet événement comme s'inscrivant dans la même orientation que les autres faits provoqués par la CD, celle qui vise au renversement du Président et à l'arrêt du processus révolutionnaire qui s'affirme peu à peu depuis le début des années 90.

La centrale se revendique comme organisation de classe, indépendante des patrons, du gouvernement et des partis politiques. Et c'est ce que, dans sa courte existence, elle a démontré. Elle a été présente dans les grèves qui se sont déclenchées dans les derniers mois. Plusieurs d'entre elles ont été organisées contre des entreprises qui se sont alliées à la nouvelle bureaucratie (des dirigeants récemment élus sur des listes qui se prononcent en faveur du processus bolivarien). Elle a participé à des mobilisations contre des Ministères, des Gouvernements provinciaux, des Mairies et devant les portes du Palais Présidentiel, exigeant les droits de différents secteurs de travailleurs. Elle a fait pression pour que soient signées des Conventions Collectives dans certaines branches qui n'en signaient pas depuis 4, 6 et 8 ans (secteur public, santé, enseignement, électricité, construction).

#### LES TRAVAILLEURS ET LE PROCESSUS BOLIVARIEN

Sept travailleurs ou travailleuses sur dix sympathisent avec le Président Chavez et le processus bolivarien. Mais la majorité de ces travailleurs sont critiques contre un nombre im-

portant de fonctionnaires du gouvernement, des partis qui l'appuient et contre beaucoup des politiques que ceux-ci appliquent. Il y a plusieurs maires et gouverneurs mis en question.

La critique contre des faits de corruption et l'incurie est un fait courant. On condamne le gouvernement parce qu'il comprend un grand nombre de militaires de haut rang, qui occupent des charges de l'administration publique (militarisation) que des professionnels civils pourraient parfaitement occuper. Les militaires ont certes été un point d'appui pour les programmes sociaux du gouvernement, et un grand nombre d'entre eux s'identifient au projet bolivarien, mais le sentiment existe qu'ils doivent revenir dans leur secteur.

Le mouvement des travailleurs n'admet pas que, six ans après, indépendamment du sabotage patronal, le pourcentage de travail « formel » soit de 50,5 % alors que le pourcentage de travail « informel » est de 49,5 %, c'est-à-dire presque le même, et que le taux de chômage soit aussi haut, atteignant 15,3 % selon l'Institut National des Statistiques (INE). Le gouvernement n'a effectué aucune politique révolutionnaire sur ces points.

Le mouvement des travailleurs n'admet pas non plus le fait que, 9 mois après que l'Assemblée nationale a approuvé la Loi de Sécurité Sociale, celle-ci ne soit pas entrée en vigueur. De la même manière est exigée la réforme de la Loi organique du travail pour rétablir la rétroactivité des prestations sociales, éliminées depuis 1987, cela d'autant plus qu'il existe un délai constitutionnel pour leur rétablissement, délai qui se termine dans les cinq prochains mois.

Parmi les choses que les travailleurs ne pardonnent pas au gouvernement c'est qu'il n'ait eu aucune politique

pour aider à la mise en fonctionnement des entreprises qui furent fermées par leur patron et occupées par les travailleurs mis au chômage. Ceux-ci engagèrent cette action, confiants que le gouvernement contribuerait à garantir leurs postes de travail et assurerait le paiement de leurs prestations sociales. Nombreux sont les travailleurs qui se sentent frustrés et trahis parce que le gouvernement, qui s'affirme révolutionnaire, n'a eu aucune disposition pour le faire alors qu'en Argentine, les gouvernements de Duhalde et Kirchner ont aidé au fonctionnement d'entreprises que les travailleurs occupaient et remettaient eux-mêmes en marche. Beaucoup ont cessé maintenant leur occupation (Industrial de Perfume, Codima, et six autres entreprises), mais d'autres poursuivent l'occupation comme à la Venepal, la Construtora National de Válvulas, à Elpreca, espérant que le gouvernement concède l'argent et l'assistance nécessaires pour qu'elles puissent produire à nouveau.

Pourtant le mouvement des travailleurs valorise aussi certaines mesures et actions du gouvernement.

Il y a tout d'abord une liberté comme jamais auparavant pour constituer des syndicats, permettant ainsi l'augmentation significative du niveau des syndiqués. Depuis il y a plus de deux ans, il existe un décret d'inamovibilité du travail (on ne peut plus licencier sans motif légal). La dette du secteur public avec ses employés, accumulée par les derniers gouvernements, a été reconnue. L'État est en train de promouvoir la création de Coopératives et l'obtention de crédits, se substituant aux entreprises sous-traitantes, et développe chez certaines la cogestion (dans le secteur électrique).

Tous les ans, le gouvernement augmente le salaire minimum (l'augmen-

tation cette année a été de 30 %, en deux temps, 20 % d'abord puis 10 %), en ayant comme référence les calculs de l'inflation (celle qui est accumulée au cours de cette année est de 14,1 % selon l'indice des Prix à la Consommation IPC, de la Banque centrale du Venezuela BCV).

Il est vrai cependant que le pouvoir d'achat des salaires et pensions s'est dévalué de façon énorme dans les trente dernières années (entre 1984 et 1993, l'inflation fut de 160 % ; entre 1993 et 1998 de 100 %, et entre 1998 et 2000 de 100 %).

Parmi quelques-uns des changements significatifs, il y a que l'on paye aujourd'hui quelques jours à l'avance les pensions des vieux retraités et que celles-ci sont alignées sur le salaire minimum (321,213 Bolivars).

Il faut maintenant apprécier puis évaluer le fait que les travailleurs participent avec les organisations populaires au Contrôle Social (Contraloría social). Ce principe est établi dans la Constitution et doit s'exercer à travers la mise en place de Conseils Locaux de Planification Publique et doit faire l'objet d'une Loi. Il s'agit de superviser, contrôler et participer à la distribution des budgets et de la gestion des organismes du gouvernement national, régional, municipal et local.

Il y a une autre réalité que l'on peut constater : c'est qu'il est donné à la paysannerie des opportunités de crédits pour acheter des machines, des semences et des produits chimiques pour semer et obtenir une habitation. Une grande quantité d'hectares de terre a été donnée à des paysans sans terre afin qu'ils puissent les cultiver, particulièrement des terres appartenant à l'État. En même temps des milliers de paysans ont occupé des fermes et des terres, en s'affrontant souvent aux bandes armées des pro-

priétaires fonciers, ce qui a provoqué une série de morts de paysans pauvres (environ 100 assassinats). Il y a aussi des manifestations qui montrent que dans la conscience de certaines de citoyens sans terre progresse l'idée que la terre doit appartenir à celui qui la travaille, dans un pays où l'énorme majorité des terres cultivées continue d'appartenir à une poignée de propriétaires fonciers.

## LA RÉBELLION

### QUI MENACE

Une fois passés quelques jours après le référendum, des centaines d'activistes et de membres des Patrouilles Électorales (PE) et des Unités de Batailles Électorales (UBE) ont cherché à résoudre le problème de la prolifération de deux et plus candidats aux mairies et postes de gouverneur afin de garantir la victoire. Dans beaucoup de ces circonscriptions électorales le NON a gagné avec peu de marge de différence, et presque tous les candidats « officiels » ont été imposés par le système de la « dédocratie » (le doigt du pouvoir), fortement rejeté.

Cette saine et légitime aspiration s'est heurtée au mur des partis qui appuient le gouvernement et qui ont déjà désigné leurs candidats. Mais surtout ils se sont heurtés au mur de Hugo Chavez lui-même. De manière emportée et grossière, dans un programme dominical télévisé (*Alò Presidente*) il a affirmé que celui qui n'accepterait pas de se discipliner à l'appui de « ses candidats » devrait rejoindre la Coordination de l'opposition. Une large base qui s'identifie comme chaviste et qui a consacré beaucoup de son temps de militantisme en faveur du processus bolivarien rejette cette déclaration.

Nombreuses sont les organisations de

base qui, dans beaucoup de régions, se sont déclarées en dissidence. D'autres se maintiennent en état d'alerte pour mener cette bataille, reflet du fait que, indépendamment du poids du leadership et du « caudillismo » de Chavez, nombreux sont ceux qui ne supportent pas les impositions antidémocratiques.

La lutte pour que les candidats soient choisis par les bases continuera, quel que soit le résultat final de cette revendication. Cette lutte laissera des traces et se rétro alimentera avec le développement qu'auront les concessions que Chavez accordera aux chefs d'entreprises et aux autres ennemis politiques, assis aujourd'hui à la table de négociations comme résultat de ces élections. Presque tous les gouverneurs et maires boliviariens qui seront élus devront dans un futur immédiat connaître des oppositions et affrontements à leur gestion. Dans ce contexte l'utilisation du mécanisme du « Contrôle social » (*Controlaria social*) sera un facteur qui prendra beaucoup d'importance et le rôle des syndicats et des autres organisations populaires va être déterminant.

## CE QUE, AVEC LES

### MASSES, NOUS EXIGEONS

Le gouvernement du Président Chavez n'a pas reconnu la force que les travailleurs sont capables de dresser quand ils décident de s'engager pour exiger leurs droits. S'il tente d'arriver à un accord avec les patrons aux dépens des droits et des revendications des travailleurs, ceux-ci dresseront leurs revendications que d'ores et déjà ils ont établies et que, sommairement résumées ici, nous défendons à leurs côtés :

- Que soit prise en compte l'exigence des militants boliviariens : qu'il y ait un processus pour choisir les candi-

dates pour les élections régionales d'octobre.

- Évaluation et contrôle de la part des travailleurs et des communautés, à travers les Conseils Locaux de Planification de la gestion des fonctionnaires des institutions publiques.

- Que soit étendu le décret d'inamovibilité du travail et que soient relevés les plafonds salariaux jusqu'à un million de bolivars pour que ce bénéfice les protège.

- Expropriation des entreprises fermées et contrôle de la part des travailleurs qui les occupent, avec versement de crédits et une politique claire pour les faire fonctionner.

- Re nationalisation et contrôle des travailleurs des entreprises CANTV et SIDOR.

- Contrôle total de la part des travailleurs de PDVSA et des entreprises électriques. Que les organisations syndicales, les Comités guides et les autres organismes défenseurs de l'industrie pétrolière, convoquent tout de suite une Constituante pétrolière.

- Refus de la politique de paiement de la dette externe que ce gouvernement a toujours réalisée de manière disciplinée.

- Création d'un plan pour des emplois pour faire baisser le taux très élevé de chômage qui existe aujourd'hui.

- Pour un décret d'augmentation générale des salaires.

## CONSOLIDER DE FAÇON

### URGENTE UNE DIRECTION

### RÉVOLUTIONNAIRE

La UNT est déjà une direction révolutionnaire des travailleurs, qui doit mettre en avant les exigences que nous avons énumérées plus haut et d'autres que nous n'avons pas citées. Mais les milliers de lutteurs sociaux

et politiques produits de ce processus et qui sont sous la menace d'être condamnés à l'ostracisme s'ils ne se disciplinent pas aux injonctions et lignes imposées par des caudillos, ont besoin d'un instrument politique pour, dans l'immédiat et dans le futur, développer tout leur potentiel révolutionnaire.

L'« Option de Gauche Révolutionnaire » (la OIR) est un projet d'indépendance politique qui est en train de faire quelques petits pas dans ce sens. Cependant il faut maintenant appuyer sur l'accélérateur. Il est nécessaire d'ouvrir cette discussion à d'autres organisations qui avancent dans le même sens comme par exemple le « Mouvement 13 avril », « Connexion sociale » et d'autres.

En nous appuyant sur les organisations autonomes et révolutionnaires que les masses se donnent, nous proposons la nécessité d'un gouvernement propre des travailleurs et des autres secteurs de salariés et opprimés de cette société.

Conquérons notre seconde indépendance. Notre patrie est l'Amérique Latine et les Caraïbes.

Caracas, le 2 septembre 2004

**\*Coordinateur National de l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) ; Membre de l'Option de Gauche Révolutionnaire (la OIR)**

#### Notes

1- Carlos Andrés Pérez est le dirigeant historique du parti « Alliance Démocratique », parti bourgeois qui se dit « social démocrate » et fait partie de la Deuxième Internationale. Ce parti intègre la coalition anti gou-

vernementale (CD). Andrés Pérez, en exil après sa condamnation et destitution en 1993 pour corruption, vient de déclarer que « la seule solution » est l'élimination physique de Chavez: « Je travaille à la destitution de Chavez. Ce n'est que par la violence que nous pourrions le destituer. Nous n'avons pas d'autres possibilités (...) Chavez doit crever comme un chien, car il le mérite (...). Nous ne pouvons pas simplement nous débarrasser de Chavez et immédiatement introduire une démocratie. Nous allons avoir besoin d'une période de transition de deux et trois ans, pour jeter les bases d'un État, dans lequel le droit et la loi règnent. (...) Une junte devra d'abord fermer le parlement, la Cour suprême, et toutes les institutions où les partisans de « Chavez ont la majorité. »

2- Ce n'est qu'en novembre 2001 que l'administration Chavez marque un tournant en prenant les premières mesures structurelles qui, sur certains aspects, s'opposent au Consensus dit « néo libéral » de Washington. Il s'agit de l'adoption, le 12 novembre 2001, par l'Exécutif, de 49 décrets-lois, sur les hydrocarbures, sur la terre, sur la pêche, etc. Jusque-là, c'est une politique macroéconomique conservatrice (austérité budgétaire, inflation zéro, etc. qui avait présidé aux premiers pas du gouvernement qui augmentait cependant les dépenses publiques et sociales et lançait des programmes sociaux relevant de l'assistance (Plan Bolivar).

3- En 1989 des centaines de milliers de travailleurs manifestent dans les rues contre le gouvernement de Andrés Pérez qui, appliquant les mesures conseillées par le FMI veut imposer un nouveau plan d'austérité. Il s'agit de ce que les vénézuéliens appellent l'insurrection du « caracazo ». Devant l'ampleur des mobilisations, et pour stopper le processus en cours qui risque de mettre en question sa domination, Andrés Pérez envoie l'armée qui fait un bain de sang : 3 000

morts. En 1992, Chavez, qui anime clandestinement un groupe politique dans l'armée, le MBR-200, organise un coup d'État contre Pérez. Le coup d'État échoue et Chavez est emprisonné, se gagnant la sympathie des masses qui subissent, résistent et s'affrontent aux agressions de « la démocratie » de la bourgeoisie contre leurs conditions d'existence. C'est en 1998 qu'il se présente aux élections présidentielles et, centrant sa campagne sur la dénonciation de l'injustice et la corruption, l'exaltation de la patrie et de son indépendance, il est élu avec 60 % des voix.

4- « Le général du peuple souverain » Ezequiel Zamora, dans la guerre qui opposa les conservateurs aux libéraux et fédéralistes, entre 1853 et 1969, utilisa la tactique militaire consistant à faire croire aux Conservateurs qu'ils avaient gagné en occupant la capitale de la Province de Barinas alors qu'il s'agissait d'un retrait tactique de sa part pour les attirer dans les plaines de Santa Inés où il leur donna le coup final le 10 décembre 1859.

5- C'est en 1976 que l'industrie pétrolière a été nationalisée. Elle est la source de 30 % du PIB et de 80 % des exportations vénézuéliennes. Bien que détenue à 100 % par l'État, la PVDSA restait une société anonyme gérée par une couche d'environ 800 administrateurs, relativement indépendante du détenteur nominal des titres de propriété, l'État. C'est cette couche d'administrateurs qui organisa la grève de décembre 2003-février 2004. C'est contre elle que les employés du pétrole ont fait fonctionner à nouveau l'entreprise, faisant ainsi échouer la grève.

**(traduction et notes de Jean Puyade)**

# Déclaration de l'UNT au lendemain du référendum

Camarades travailleurs et travailleuses du monde,

Depuis Caracas (Venezuela) aujourd'hui 16 août 2004, nous en appelons à tous nos frères de classe, en cette date historique, où ont été annoncés les résultats définitifs du Référendum Présidentiel. La victoire du NON représente plus de 5 millions de voix du peuple vénézuélien.

Pour l'Union Nationale des Travailleurs (UNT) et pour de nombreux camarades syndicalistes de différents pays qui sont venus au Venezuela exprimer la lutte commune des travailleurs contre l'exploitation capitaliste et l'ingérence impérialiste, il existe de nombreux points d'accord, sur la voie à suivre pour la conquête d'une société plus juste, souveraine et indépendante, dans laquelle n'existera pas l'exploitation de l'homme par l'homme. Nous considérons que le triomphe du NON à ce référendum est un point d'appui et un grand encouragement pour porter en avant notre combat de classe.

L'UNT est une centrale syndicale indépendante qui défend profondément la démocratie syndicale ; elle est indépendante des partis, des patrons et du gouvernement. C'est en application de ces principes que nous avons mené notre propre campagne pour la victoire du NON sous l'intitulé « *Travailleurs en lutte* » pour le maintien du Président Chavez au pouvoir, parce que nous considérons que ce

qui est en jeu c'est une lutte anti-impérialiste et nous pensons que nous, les travailleurs, devons jouer un rôle central dans la défense de la souveraineté des nations, des peuples indigènes qui luttent pour leurs terres ancestrales, de la paysannerie qui combat à l'échelle mondiale pour une véritable réforme agraire et la souveraineté alimentaire.

Tandis que nous étions en faveur du NON aux côtés du pays agressé par l'impérialisme, la position de la Confédération des Travailleurs du Venezuela (CTV) était de soutenir inconditionnellement tous les secteurs favorables au OUI, accompagnant une fois de plus la politique du gouvernement agresseur nord-américain. Tandis que l'UNT se retrouve dans la volonté exprimée par la majorité des travailleurs vénézuéliens, la CTV se retrouve dans le même front que l'impérialisme et les patrons. Les manœuvres des secteurs de l'opposition ne voulant pas reconnaître les résultats électoraux doivent rencontrer la riposte de tous les travailleuses et travailleurs du monde et de leurs organisations de classes et démocratiques. Nous appelons à rester en alerte et mobilisés face à n'importe quelle tentative d'ingérence de l'impérialisme et de ses différentes institutions. Nous appelons les travailleurs et les peuples opprimés du monde à s'unir à notre combat. C'est la seule voie qui peut nous ouvrir un avenir meilleur avec l'accomplissement de nos tâches

historiques en faveur de l'humanité. Depuis la ville de Caracas, nous invitons les syndicats, les centrales syndicales, toutes les organisations du mouvement ouvrier populaire, paysan, fédérations syndicales, de chômeurs, des Droits de l'homme, de jeunesse, à resserrer, aujourd'hui encore plus qu'hier, au milieu du désastre du néolibéralisme et de la globalisation capitaliste, les liens de solidarité militante. Nous désirons que soit portée à la connaissance et que se discute entre tous la lutte que nous avons engagée à partir de l'UNT, pour approfondir le processus révolutionnaire en cours dans notre pays. Nous proposons l'organisation d'une Rencontre Internationale au Venezuela, la première semaine de décembre prochain, qui nous permettra de débattre de la situation du mouvement ouvrier, par rapport aux tâches qui se présentent à nous, aux campagnes et aux actions de solidarité.

Pour nous, le triomphe du NON dans ce référendum du 15 août, est un NON à l'ALCA (Zone de libre-échange des Amérique), et au TLC (Traité de libre commerce), c'est un NON au FMI et à la politique néolibérale. C'est un NON à la domination impérialiste et à la politique de Bush l'assassin. Ce doit être un NON au paiement de la dette extérieure et aux privatisations. Cette victoire du NON nous voulons la convertir à un NON à l'exploitation capitaliste.

□